



Nouvelles d'Espagne et du Portugal

Agriculture et pêche



N°8 – Mars 2019

Faits marquants :

- La sécheresse se confirme au Portugal.
- Les pêcheurs espagnols s'inquiètent d'un Brexit sans accord.
- Face à la crise des agrumes, le ministère espagnol met en place un plan d'action.
- Un deuxième foyer de *Xylella fastidiosa* confirmé dans le nord du Portugal.

Brexit

L'Espagne, sixième économie la plus impactée par le Brexit. Selon une étude du Cabinet de conseil Oliver Wyman, l'Espagne serait le sixième pays le plus impacté par la mise en place de nouveaux tarifs douaniers (pertes estimées à 2,5 Md€) après la sortie du Royaume-Uni de l'UE, derrière l'Allemagne (9,4 Md€), les Pays bas (4,4 Md€), la Belgique (3,9 Md€) et l'Italie (2,6 Md€). Les secteurs de l'économie espagnole les plus touchés seraient : l'automobile (866 M€), l'agriculture et l'alimentation (584 M€), les biens d'équipement (242 M€), l'industrie chimique (148 M€) et le secteur métallurgique (133 M€). Les régions espagnoles les plus affectées au plan agricole seraient Murcie, l'Andalousie et la Catalogne. Pour le Portugal, l'étude prévoit des pertes de 420 M€, qui affecteraient principalement les biens d'équipement (92 M€), l'automobile (90 M€) et l'agriculture et l'alimentation (57 M€).

La Galice espère le statu quo pour sa flotte de pêche. La Ministre galicienne de la mer, Rosa Quintana, a rappelé que le scénario d'un Brexit sans accord pourrait mettre en péril l'activité de 66 navires galiciens opérant dans les eaux de « *Gran Sol* », de 30 autres armateurs galiciens pêchant sous pavillon britannique, et de 20 autres bateaux de pêche qui pêchent dans les eaux des îles Malouines, employant au total près de 1 700 marins. Le gouvernement régional galicien étudie actuellement tous les scénarii envisageables sur cette question.

Politique agricole, actualité PAC

Le nombre d'entreprises agricoles portugaises a augmenté de 31% en 5 ans. Selon la Banque du Portugal, le nombre d'entreprises portugaises dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche a augmenté de 31% entre 2013 et 2017, soit une progression quatre fois supérieure à celle de l'ensemble de l'économie (7%). En 2017, le Portugal comptait 17 613 entreprises dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche (en excluant les entreprises individuelles), soit 4 200 de plus qu'en 2013. Ces chiffres confirment la forte croissance de l'agriculture portugaise, fortement encouragée par les financements européens et les efforts publics en faveur de l'exportation des produits agricoles portugais au cours des dernières années.

Plan Stratégique national : la feuille de route espagnole est fixée. Elle a été annoncée fin février par le Secrétaire Général de l'agriculture du MAPA, Fernando Miranda, qui a rappelé qu'elle respecterait la répartition des compétences entre l'État central et les 17 Communautés autonomes : ces dernières participeront à l'élaboration des mesures du premier pilier – à caractère national – et seront chargées d'élaborer celles du second pilier. Par conséquent, les Communautés (ainsi que les organisations professionnelles agricoles et l'ensemble des acteurs liés à l'agriculture, à la forêt et aux espaces ruraux), seront associées à la réflexion sur le Plan Stratégique. Cette concertation est prévue pour durer 18 mois, avant de présenter le Plan Stratégique espagnol en 2021, en vue d'une entrée en vigueur en 2022 ou 2023.

Biodiversité

Plan d'action espagnol pour la protection des pollinisateurs. Le ministère espagnol pour la Transition écologique a publié un projet de Plan d'action national pour la conservation des pollinisateurs. Il inclut des objectifs et des mesures dans quatre grands domaines : promotion des habitats favorables pour ces insectes (ex : amélioration des habitats en milieu agricole,



intégration dans la conditionnalité des aides directes de la PAC d'aspects liés spécifiquement à la préservation des pollinisateurs) ; amélioration de la gestion des pollinisateurs et réduction des risques liés aux épidémies, aux pathogènes et aux espèces invasives ; réduction du risque dérivé lié à l'utilisation de produits phytosanitaires ; mise en place de programmes de recherche sur la protection des pollinisateurs.

Filières agricoles et agroalimentaires

Agrumes

Face à la crise, le ministère espagnol met en place un plan d'action. Ce plan prévoit 14 mesures, dont certaines sont conjoncturelles (mesures fiscales et de trésorerie), et d'autres structurelles, afin d'améliorer la situation de la filière de manière durable. Parmi celles-ci figurent des mesures d'ajustement de l'offre, qui a dépassé, en Espagne, les 7 millions de tonnes (contre une moyenne de 6,6 Mt au cours des 5 dernières années), par la reconversion et la restriction de nouvelles plantations de certaines variétés dans le cadre des programmes opérationnels, et la prolongation au 30 avril de la date limite pour la transformation en jus. D'autres mesures visent à renforcer l'organisation du secteur agrumicole, dont seuls 34% des producteurs sont aujourd'hui regroupés en OP.

Avocat

Une production prometteuse dans la Communauté autonome de Valence. Depuis quelques années, les difficultés du secteur des agrumes poussent les producteurs de la Communauté de Valence à diversifier leurs productions fruitières, notamment vers le kaki. L'avocat se révèle aussi une nouvelle alternative aux agrumes. La surface plantée en avocat dans la région ne cesse de croître, de 413 ha pour une production de 2 025 t en 2017, à 1 000 ha pour la campagne 2018. Les producteurs d'avocat se sont regroupés au sein d'une association, l'Asoproa. Les raisons de cet essor sont les prix élevés à la production (dépassant parfois 2€/kg) et l'absence de problèmes phytosanitaires majeurs. De plus, sur le marché UE, le consommateur recherche l'avocat espagnol car européen. La limite de la production tient à la nature de cette culture subtropicale, nécessitant une eau de qualité et présentant une dépendance hydrique 15% plus élevée que celle des agrumes.

Riz, maïs

La sécheresse préoccupe les agriculteurs portugais. Selon l'Institut de la mer et de l'atmosphère (IPMA), la totalité du territoire portugais était en état de sécheresse en février, dont 57% en état de « sécheresse modérée » et 5% en « sécheresse aggravée ». Après un mois de janvier sec, la pluviométrie de février n'était qu'à 34% du niveau normal de précipitations. La Fédération nationale des agriculteurs irrigants du Portugal (Fenareg), qui représente 25 000 agriculteurs et 135 000 ha de surfaces irriguées, est particulièrement inquiète pour les cultures de riz et de maïs au sud de Lisbonne. Elle réclame une réduction du prix de l'électricité pour l'irrigation, avec l'introduction de forfaits ajustés à la saisonnalité des activités agricoles.

Oliviers

Les surfaces augmentent en Espagne. Selon Eurostat, entre 2012 et 2017, la superficie espagnole occupée par les oliviers a légèrement augmenté, de 2,47 à 2,5 millions d'ha. L'Espagne représente 55% de la superficie totale des oliveraies de l'UE, suivie par l'Italie (23%). Ces deux pays totalisent ainsi plus des trois quarts de la superficie totale en oliviers de l'UE, et sont suivis de loin par la Grèce (15%) et le Portugal (7%). Sur cette surface espagnole totale de 2,5 Mha d'oliviers, 818 505 ha sont irrigués.

Vergers fruitiers

Les surfaces augmentent au Portugal. Selon Eurostat, le Portugal n'est que le 7^{ème} État membre de l'UE en termes de superficie de vergers productifs (38 332 ha, soit 3% du total de l'UE). Toutefois, entre 2012 et 2017, la superficie des cultures d'arbres fruitiers au Portugal a augmenté de 7%, bien au-delà de la moyenne européenne (+0,4%). Le Portugal détient notamment la 3^{ème} plus grande surface européenne en poiriers (10 306 ha, 10% du total UE) et la 4^{ème} en agrumes (14 223, 3% du total UE). Il possède aussi 11 306 ha de pommiers, soit 2% du total de l'UE.

Vins

Exportations 2018 de vins espagnols conditionnés : baisse de près de 10% en volume, légère hausse en valeur. Les exportations espagnoles de vins conditionnés ont chuté de 9,8% en 2018, représentant 954,5 millions de litres, mais ont atteint une valeur de 2,3 Md€ (+0,4%), avec une augmentation du prix moyen de 11%, jusqu'à 2,42 €/L. En valeur, les mousseux et les bag-in-box sont en progression. Les vins tranquilles d'appellation ont chuté de 5%. Pour ce qui est des expéditions de vin en vrac, elles ont diminué de 17% en volume, mais le chiffre d'affaires correspondant a augmenté de 8%, avec une augmentation du prix moyen de 30%. En 2018, elles se sont situées à 1 031,5 millions de litres, pour une valeur de 599,4 M€, avec un prix moyen de 0,58 €/L. Le chiffre d'affaires a augmenté pour le vrac IGP et pour les vins de cépage, mais il a baissé pour le vrac AOP. Dans toutes les catégories les volumes ont chuté, sauf pour les vins de cépage en vrac (+11%), tirés par les blancs (+21%), les volumes de rouge se repliant de 2,4%. Sur les marchés, le Royaume-Uni reste le principal client de l'Espagne, suivi de la France, l'Allemagne, le Portugal et l'Italie.

Les caves espagnoles réaffirment leur engagement contre le changement climatique. Le président de la Fédération espagnole du vin (FEV), Miguel Torres, a rencontré le 11 février, la ministre espagnole de la Transition écologique afin de lui présenter le plan d'action de la FEV pour lutter contre le changement climatique. Ce plan contient une estimation du coût du



déploiement d'un certain nombre de mesures pour adapter le vignoble espagnol aux nouvelles conditions climatiques. Le Président de la FEV a sollicité l'appui financier du MTE dans la mise en œuvre de ces mesures.

Le Portugal s'oppose à l'autorisation des cépages interdits proposée par la Commission. Le ministre Luís Capoulas Santos s'est opposé à la proposition de la Commission européenne d'autoriser la plantation des cépages interdits, qui seraient plus résistants aux maladies. Il a déploré une proposition « très risquée » qui, après deux décennies de restructuration et d'investissements européens, « pourrait mettre en cause les efforts considérables qui ont permis aux vins portugais et européens d'atteindre une renommée mondiale ».

Le Portugal autorise la plantation de 1 903 ha de nouvelles vignes. En raison du dynamisme des exportations portugaises et de la notoriété croissante des vins portugais à l'international, le gouvernement portugais a autorisé la plantation de 1 903 ha de nouvelles vignes en 2019, dont un maximum de 800 ha pour les IGP et AOP de l'Alentejo, 4,2 ha dans le Douro et 1 ha à Madère. Un appel d'offres sera ouvert du 1^{er} avril au 15 mai 2019 et les résultats seront annoncés d'ici août 2019. Selon l'INE, le Portugal comptait 176 805 ha de vignes en production en 2017, soit une baisse de 14 002 ha par rapport à 2007

Porc

La production espagnole de viande porcine a encore augmenté en 2018. Les données publiées par le MAPA montrent qu'elle a augmenté de 5,2%, pour atteindre 4,52 millions de tonnes. Le nombre d'animaux abattus atteint 52,4 millions d'animaux, soit 4,7% de plus qu'en 2017.

La norme de qualité du « porc ibérique » est légale et conforme au droit européen, selon le jugement du Tribunal suprême. Début mars, la haute-cour espagnole a rendu ses deux derniers jugements suite aux nombreux recours qui avaient été présentés au cours des dernières années au sujet de la norme de qualité « porc ibérique ». Tous ont été rejetés par la chambre du contentieux administratif du Tribunal suprême, de sorte que les doutes sur la fiabilité du fleuron des signes espagnols de qualité sont désormais levés.

Relations commerciales

L'enseigne espagnole Mercadona ouvrira son premier magasin au Portugal en juillet. L'enseigne espagnole de grande distribution *Mercadona* prévoit d'ouvrir 70 magasins dans le nord du Portugal, dont le premier en juillet prochain, puis 9 autres en 2019. L'entreprise ambitionne de s'étendre dans le reste du pays et envisage d'ouvrir jusqu'à 200 supermarchés au Portugal. *Mercadona* avait annoncé son implantation au Portugal en 2016. Elle dispose depuis d'un siège à Porto et a déjà investi 160 M€, dont 60 M€ en 2018. L'expansion de *Mercadona* s'accompagnera d'une hausse significative de ses effectifs portugais qui devraient passer de 300 à 1 000 employés d'ici la fin de l'année, avec l'ouverture d'un centre d'innovation et d'une plateforme logistique. L'ouverture des magasins au Portugal devrait favoriser l'augmentation des achats de *Mercadona* auprès des producteurs portugais, qui se sont élevés à 88 M€ en 2018.

Pratiques commerciales déloyales : l'Espagne renforce les contrôles. L'Agence d'Information et de Contrôle Alimentaires (AICA), créée fin 2013, réalise des contrôles auprès de tous les opérateurs de la chaîne alimentaire pour vérifier que les relations commerciales se traduisent par des contrats écrits, avec des conditions d'échange notifiées, et qu'il n'existe pas de pratiques abusives au sein des relations commerciales. Depuis 2014, l'AICA a réalisé 4 053 inspections, dont 1 348 pour le secteur des fruits et légumes, 754 pour le secteur vitivinicole, 749 pour le secteur laitier, 588 pour le secteur oléicole, 121 pour les céréales, 119 pour la filière bovine, 100 pour la filière porcine et 98 pour la filière avicole. Par ailleurs, l'agence a reçu 243 plaintes, dont 103 pour le secteur laitier, 56 pour les fruits et légumes, 33 pour le secteur oléicole et 26 pour le secteur vitivinicole. 68 plaintes concernaient des ventes à perte. Ces plaintes ont été transmises aux Communautés autonomes, autorités compétentes pour sanctionner. Les secteurs les plus sanctionnés sont les fruits et légumes (559), les produits laitiers (295), le secteur oléicole (183) et le secteur vitivinicole (172). Le principal motif de sanction est le non-respect des délais de paiement (44%), puis l'absence de contrats (16%), l'incapacité à fournir l'information requise (13%) et la non inclusion de toutes les finalités des contrats (8%).

Commerce extérieur et coopération internationale

Olives de table : diminution des exportations espagnoles en 2018 due, selon la profession, à la chute des ventes aux États-Unis. L'an passé, selon les données des Douanes espagnoles, les exportations espagnoles d'olives de table ont baissé de 5% en volume (292 750 t) et de 4,2% en valeur (706 M€). Selon l'Association espagnole des exportateurs et des industriels de l'olive de table (ASEMESA), ce repli est principalement le résultat de la diminution des exportations à destination des États-Unis, qui ont chuté de 16% en 2018, pour atteindre 61 475 t, du fait des tarifs douaniers imposés en août 2018 aux olives de table noires espagnoles. Toutefois, les exportations espagnoles à destination d'autres pays ont également chuté en 2018 (France -9,5% ; Russie -8,3% ; Brésil -18,7%). Les responsables de l'ASEMESA ont de nouveau demandé la mise en place d'aides publiques pour compenser ces pertes.

Les exportations de Vinho verde ont augmenté de 7,6% en 2018. Selon la Commission viticole de la région des *Vinhos verdes*, les exportations de ce vin portugais sous AOC produit dans la région du Minho (nord-ouest) ont augmenté de 7,6% en volume (27,2 MI) et de 7,2% en valeur (64 M€) en 2018. Les exportations représentent désormais plus de la moitié de la



production. La France est le 3^{ème} client (2,9 Ml, 6,7 M€), après l'Allemagne (6,1 Ml, 11,9 M€) et les États-Unis (5,1 Ml, 13,3 M€).

Le Ministre Capoulas renforce le soutien portugais à l'agriculture angolaise. Le ministre portugais de l'Agriculture, des forêts et du développement rural, Luís Capoulas Santos, a accompagné le Président de la République portugaise lors de sa visite d'État en Angola, du 5 au 9 mars. M. Capoulas Santos a dressé un bilan positif de la coopération entre les ministères de l'agriculture des deux pays, notamment en matière de santé animale, de sécurité alimentaire et de formation. Il a annoncé que le Portugal appuiera techniquement l'Angola pour lui permettre de produire des vaccins pour l'élevage. Le ministre portugais s'était déjà rendu en Angola en octobre 2018. Il avait alors annoncé que le Portugal gèrerait un programme européen de 48 M€ pour le développement de l'agriculture dans les provinces angolaises de Huila, Namibe et Cunene, et s'était montré ouvert à l'idée d'importer davantage de produits agricoles angolais. Le gouvernement portugais avait aussi encouragé les agriculteurs et les entreprises des deux pays à créer une chambre d'agriculture commune.

Actualité sanitaire

Un deuxième foyer de *Xylella fastidiosa* confirmé dans le nord du Portugal. Après avoir détecté, en janvier 2019, des plantes porteuses de *Xylella fastidiosa* (sous-espèce multiplex) dans le nord du Portugal, les autorités sanitaires du pays poursuivent les opérations de prospection dans la région. La bactérie a été identifiée dans cinq nouvelles plantations de lavande (*Lavandula angustifolia* et *Lavandula dentada*) localisées dans la zone infectée, et un nouveau foyer a été repéré à environ un kilomètre du premier, sur trois espèces de plantes ornementales (*Rosmarianus officinalis*, *Artemisia arborescens* et *Coprosma repens*). Les autorités portugaises ont actualisé le Plan d'action activé depuis janvier, avec la démarcation de deux zones infectées (100 m autour des plantes porteuses) et d'une zone tampon (5 km autour des plantes porteuses).

Le Portugal prévoit une enveloppe d'1 M€ pour lutter contre le frelon asiatique. Le ministre de l'Agriculture a annoncé la mise à disposition d'1 M€ pour aider les municipalités à lutter contre le frelon asiatique (*Vespa velutina*). Le ministère récompensera l'élimination de chaque nid primaire par une prime de 25 € et de 100 € pour les nids secondaires. M. Capoulas Santos a souligné que le gouvernement « prend très au sérieux » la menace de cette espèce, qui cause d'importants dégâts dans les vergers et s'attaque aux abeilles, menaçant l'agriculture et l'apiculture. Depuis l'arrivée du frelon asiatique au Portugal, en 2011, les autorités publiques ont détruit 12 861 nids, dont 4 085 en 2018.

Approbation du plan espagnol contre l'antibiorésistance 2019-2021. Le Conseil interterritorial du système national de santé espagnol a approuvé, le 4 mars, le Plan national contre l'antibiorésistance (PRAN) 2019-2021. Ce nouveau plan vise à réduire la consommation d'antibiotiques et à diminuer la dépendance, tant pour la santé humaine que vétérinaire. Il renforce les grandes lignes du plan précédent (vigilance, contrôle, prévention, recherche, formation, communication) ainsi que des programmes *REDUCE* pour l'usage raisonnable des antibiotiques en élevage. Ces programmes ont permis une diminution significative de leur usage ces dernières années (-14% entre 2014 et 2016), notamment en élevage porcin.

Pêches maritimes

Rachat du fournisseur galicien de produits de la mer IBERCONSA par le fonds américain Platinum Equity. Le fonds de capital-risque américain Platinum Equity (portefeuille de 13 Md€ de gestion d'actifs) a pris une participation majoritaire dans « Grupo Ibérica de Congelados SA », IBERCONSA, dont le siège est à Vigo, contrôlé jusqu'ici par le fonds Portobello Capital. IBERCONSA est l'un des principaux fournisseurs mondiaux de produits de la mer surgelés (merlu, crevette, calamar, etc.), exportant dans plus de 60 pays. IBERCONSA possède une flotte de 45 navires, opérant principalement en Argentine, Namibie et Afrique du Sud, ainsi que 5 usines de transformation et 4 installations de distribution d'entrepôts frigorifiques.

Les captures portugaises de produits de la mer ont augmenté de 8,5% en 2018. Selon les premières données de l'INE, les captures de produits de la mer au Portugal ont atteint 128 444 t en 2018, soit une augmentation de 8,5% par rapport à 2017. Les quantités de maquereaux (+81% par rapport à 2017) et de thons (+61%) pêchés ont augmenté, tandis que celles de chinchards (-17%) et de sardines (-37%) ont baissé. La valeur des produits capturés s'est élevée à 292 M€ (+7,1%), avec un prix moyen de 2,20 €/kg (contre 2,23 €/kg en 2017).

Le gouvernement portugais soutient le développement des microalgues. Le gouvernement portugais a approuvé l'attribution d'aides au projet *Algavalor* de recherche et développement de microalgues pour l'alimentation humaine et animale, la cosmétique et la fertilisation des sols agricoles. Ce projet de 10,7 M€ est mené par un consortium regroupant plusieurs entreprises, dont une filiale du groupe cimentier Secil, ainsi que des institutions publiques et des universités portugaises.

Responsable de la publication : Hervé Le Roy
Ambassade de France en Espagne - Service Économique Régional
C/ Marqués de la Enseñada, 10 - 28004 Madrid
Rédigé par : Jérôme Frouté, Alvaro Espino, Claire Raynal
avec le SE de Lisbonne : Stanislas Godefroy, Christopher Marques
Abonnement : jerome.froute@dgtrésor.gouv.fr
Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne
Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica



Copyright :
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid
Clause de non-responsabilité :
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.